

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/WGTCP/W/112

4 mars 1999

(99-0839)

**Groupe de travail de l'interaction du commerce  
et de la politique de la concurrence**

Original: anglais

## COMMUNICATION DE LA TURQUIE

La présente communication a d'abord été distribuée sous forme de note informelle par la délégation de la Turquie lors de la réunion du Groupe de travail qui s'est tenue les 27 et 28 juillet 1998. À la demande de la Mission permanente de la Turquie, elle est maintenant publiée en tant que communication formelle.

### L'incidence des monopoles d'État, des droits exclusifs et des politiques de réglementation sur la concurrence et le commerce international

#### **I. INTRODUCTION**

1. La concurrence, qui est considérée comme un moyen efficace d'assurer une allocation efficiente des ressources et de maximiser le bien-être du consommateur, peut parfois être subordonnée à divers intérêts nationaux. Les pouvoirs publics peuvent choisir de recourir directement ou indirectement à des pratiques qui restreignent la concurrence pour des raisons telles que la préservation de l'environnement, la santé publique et la sécurité des personnes, la réalisation d'économies d'échelle, la stabilisation des prix, le contrôle stratégique, la croissance de la production intérieure et l'amélioration des termes de l'échange.

2. Les monopoles d'État, les droits spéciaux exclusifs et les privilèges accordés aux entreprises privées ou publiques et certaines mesures réglementaires peuvent être de bons exemples de ce genre d'intervention. On rencontre ces pratiques dans le secteur des marchandises, comme dans le cas des entreprises commerciales d'État (par exemple les offices de commercialisation, les monopoles fiscaux, les organismes de distribution), ou dans le secteur des services, comme dans le cas des infrastructures de réseau (par exemple les télécommunications, la fourniture du gaz, l'électricité, l'eau, les transports et les services postaux).

#### **II. MONOPOLES D'ÉTAT – MONOPOLES NATURELS, DROITS EXCLUSIFS ET MESURES DE RÉGLEMENTATION**

3. Les monopoles d'État institués pour fournir des services publics se rencontrent en général dans des secteurs propices à la formation de monopoles naturels. On observe la présence de nombreux monopoles naturels dans les industries de réseau qui exigent de gros investissements de départ et ont des coûts fixes élevés. Dans ces secteurs, la multiplication des entreprises peut entraîner des redondances et se solder par un gaspillage de ressources. À côté des industries de réseau, les monopoles naturels peuvent aussi jouer un rôle essentiel pour faciliter l'accès au pays, c'est le cas des aéroports, des ports et des ponts.

4. Bien que la nature du marché soit le principal facteur de la formation des monopoles d'État, il existe d'autres raisons comme l'insuffisance de l'accumulation de capitaux privés, le manque de rentabilité pour les entreprises, la singularité de la technologie et de la nature du service. En outre, des préoccupations sociales ou le prestige national sont autant de motifs pour l'État d'agir en monopoleur dans le secteur des services.

5. Outre les monopoles d'État, les pouvoirs publics peuvent accorder des droits exclusifs à des entreprises, tant privées que publiques, pour importer, exporter et distribuer biens et services, ou ils peuvent introduire des réglementations dans divers secteurs comme ceux de l'agriculture, de la banque, de l'assurance, de l'énergie, des transports, pour stabiliser le marché ou en exercer le contrôle.

6. Ces pratiques visent à protéger les droits de la société, et favoriser son bien-être mais par ailleurs elles entraînent un manque de concurrence. Même si la réponse politique à ce dilemme diffère d'un pays à l'autre, on observe une tendance mondiale à réformer les réglementations et à libéraliser le marché intérieur.

### III. APPLICATION DE LA POLITIQUE DE LA CONCURRENCE

7. Le but et le fond de l'intervention des pouvoirs publics dans les activités commerciales étant divers, on retrouve ces différences dans les manières d'appliquer les règles de concurrence à ces activités. Certains pays les appliquent comme s'il s'agissait d'activités d'entreprises privées, d'autres ne les appliquent que partiellement, et ailleurs encore les activités commerciales des pouvoirs publics sont totalement exonérées de ces règles. S'agissant de l'application partielle ou de l'exonération totale, la base juridique peut être soit le droit de la concurrence lui-même, soit d'autres lois ou règlements qui prévoient des dérogations.

8. L'application des règles de la concurrence aux activités des pouvoirs publics peut aussi varier au plan international. Bien que les doctrines d'"immunité souveraine", de "loi de l'État" et de "la contrainte souveraine" établissent une base raisonnable pour cette application, l'élaboration d'**un langage commun est nécessaire** à cet égard. Une bonne façon de commencer les travaux concernant cet aspect consiste à concerter les efforts de **transparence** – comme le prévoit le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994 – de manière à déterminer le degré d'intervention des pouvoirs publics.

### IV. INCIDENCES SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

9. L'article XVII du GATT de 1994 considère que des activités d'entreprises d'État ou de toutes autres entreprises auxquelles ont été octroyés des privilèges exclusifs ou spéciaux peuvent créer de graves obstacles au commerce international. Ainsi sont-elles tenues d'agir conformément aux principes de "non-discrimination" dans leurs exportations ou importations. En outre, ces privilèges ne peuvent être utilisés à des fins restrictives, tant à l'importation qu'à l'exportation, car ils contreviendraient alors aux dispositions du GATT de 1994. Par ailleurs, un monopole d'État des importations ne doit pas conférer une protection excessive.

10. Ces dispositions vastes et détaillées du GATT donnent une base solide pour encadrer l'intervention des pouvoirs publics dans les activités commerciales afin de limiter les distorsions qui en résultent. Considérant la nécessité du bon fonctionnement du système commercial international, en prenant dûment en compte les besoins en développement et les priorités, il est essentiel:

- d'accélérer la **libéralisation** et la **réforme de la réglementation** des marchés intérieurs;
  - d'améliorer la **transparence** de l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie; et
  - de veiller à la **conformité avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994**.
-